

Vers une multipolarité ? Le rôle de l'Asie

Towards a Multipolar World? Asia's Role.

Auteur 1 : OBAME EMANE Jean Cédric,

OBAME EMANE Jean Cédric, (ORCID 0000-0002-1112-5402, PhD.)

Université Internationale de Libreville-Berthe et Jean / Faculté de Droit et Science Politique (Gabon)

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : OBAME EMANE Jean Cédric (2026) « Vers une multipolarité ? Le rôle de l'Asie », African Scientific Journal « Volume 03, Num 36 » pp: 0858 – 0886.



DOI : 10.5281/zenodo.20539428

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Cet article analyse l'évolution du système international contemporain, marqué par le déclin de l'unipolarité au profit d'une multipolarité émergente dont l'Asie est le principal moteur. Historiquement structuré par la bipolarité de la Guerre froide, puis par l'unipolarité américaine consécutive à l'effondrement de l'Union Soviétique en 1991, le système international connaît aujourd'hui une mutation profonde. Cette étude examine la fin de l'hégémonie occidentale sous l'effet d'une double dynamique. D'une part, la résurgence géostratégique de la Fédération de Russie, amorcée dès 2000, a permis la réaffirmation d'une puissance militaire capable de contester l'ordre établi. D'autre part, l'émergence accélérée de pôles de puissance asiatiques — portés par la Chine et l'Inde — redéfinit les équilibres économiques et politiques mondiaux. L'analyse démontre que la concentration du pouvoir est désormais diffuse, marquant l'avènement irréversible d'un monde multipolaire. Ce basculement consacre l'Asie comme le nouvel épicycle du système international, imposant une reconfiguration globale des rapports de force où l'Occident ne détient plus le monopole des décisions mondiales. En définitive, cette étude conclut que l'Asie ne se contente plus d'être *l'usine du monde*, mais s'affirme comme le nouveau centre de gravité géopolitique, questionnant ainsi l'hégémonie occidentale au profit d'un système international multipolaire plus complexe et fragmenté.

Mots clés : Multipolarité, Émergence de l'Asie, Système international, Géopolitique, Hégémonie.

Abstract

The contemporary international order is undergoing a profound structural transformation, shifting from a unipolar system toward an increasingly visible multipolarity. On the one hand, the geostrategic renaissance of the Russian Federation, initiated in 2000, has enabled the restatement of a military power capable of challenging the established order. On the other hand, this article explores the central role of Asia, particularly the rise of China and India, along with emerging powers, in redefining global geopolitical and economic balances. By analyzing shifts in international trade, the strengthening of regional diplomatic alliances, and the persistence of strategic zones of friction, the study highlights how the rise of Asia is effectively challenging Western hegemony. In conclusion, the research demonstrates that Asia is no longer merely the *world's factory* but has become a primary strategic gravity center, leading to a more complex and fragmented international system in which power is redistributed across multiple, competing poles. This move establishes Asia as the new epicenter of the international system, imposing a global reconfiguration of power dynamics where the West no longer holds a monopoly over global decision-making.

Keywords: Multipolarity, Asian emergence, International system, Geopolitics, Hegemony.

Introduction

L'ordre international traverse une phase de transition historique majeure. Depuis la fin de la Guerre froide, la domination sans partage des États-Unis a laissé place à une fragmentation du pouvoir mondial. Ce basculement vers une multipolarité n'est pas seulement un concept théorique, mais une réalité vérifiable portée par l'ascension du continent asiatique. L'Asie, par son dynamisme économique, ses innovations technologiques et son influence diplomatique croissante, s'impose désormais comme pivot central de cette nouvelle architecture mondiale. La question n'est plus de savoir si le monde sera multipolaire, mais cette multipolarité, largement centrée sur les pôles de puissance asiatique, va transformer les normes de la gouvernance globale.

Véritable pôle d'influence globale, l'Asie affirme sa suprématie à travers ses capacités militaires et sa vigueur économique. En s'appuyant sur des poids lourds mondiaux comme la Russie, la Chine et l'Inde, ainsi que sur des nations technologiquement avancées comme le Japon et la République de Corée, le continent renforce continuellement son poids politique et diplomatique mondial.

Au sein du cercle des puissances atomiques, la Chine occupe une position singulière (Gasteyger, 2015). Après avoir été, entre 1949 et 1960, le pilier du bloc soviétique et l'opposant le plus radical au capitalisme, elle a opéré une rupture stratégique avec l'URSS pour amorcer une ouverture prudente vers l'Occident (Gasteyger, 2015). Il convient de souligner l'ampleur de cette évolution qui, en dépit de nombreux aléas, a permis à Pékin de s'imposer comme la puissance nucléaire dominante en Asie et au sein des pays du Sud (Gasteyger, 2015). Cette montée en puissance a bouleversé les équilibres mondiaux, notamment en introduisant une variable inédite dans la dynamique globale des armements (Gasteyger, 2015). Dorénavant, la Chine est reconnue par les analystes et les politologues comme un acteur incontournable de la scène diplomatique et stratégique internationale (Gasteyger, 2015).

Le problème que cet article examine c'est la déconstruction de l'hégémonie occidentale sur le monde au regard de la montée fulgurante de l'Asie sur tous les plans. Cela nous oblige à questionner le prétendu monopole diplomatique, militaire et politique des Occidentaux sur le reste du monde. En quoi la montée de l'Asie pourrait-elle avoir des conséquences sans précédent sur la structure du système international ?

Cette étude repose sur trois hypothèses interdépendantes :

Hypothèse principale : en dépit des mutations actuelles, les États-Unis conserveront leur primauté militaire globale et leur capacité de projection de puissance à long terme. Hypothèse

secondaire : la Chine dispose d'un potentiel disruptif suffisant pour impulser, de manière autonome, une reconfiguration structurelle du système international et de ses normes. Hypothèse corrélative : l'émergence globale de l'Asie entraîne une transition vers un ordre mondial multipolaire où ce continent s'établit comme un centre décisionnel incontournable. Cet article se donne pour objectif d'analyser les mécanismes par lesquels les puissances asiatiques redéfinissent l'ordre mondial contemporain. En d'autres termes, l'émergence asiatique n'est pas un simple rattrapage économique, mais une reconfiguration systémique qui contraint les puissances traditionnelles à une redistribution du pouvoir. Pour soutenir cette thèse, notre analyse s'articulera autour de trois axes principaux. Dans un premier temps, nous examinerons d'abord les fondements de l'essor économique et diplomatique de l'Asie comme moteur de la multipolarité. Ensuite, nous analyserons l'affirmation diplomatique et stratégique des grandes puissances régionales, notamment les zones de tensions régionales, pour enfin discuter de l'émergence effective d'un monde multipolaire, c'est-à-dire la fragmentation de l'hégémonie occidentale.

1. Asie : contexte historique

1.1. Puissance des économies asiatiques

L'essor économique fulgurant de l'Asie orientale, couplé à la mondialisation, a généré des analyses parfois contradictoires (Thomann, 2012 : 1). L'adoption massive du capitalisme par les anciens États communistes, particulièrement la Chine, a initialement laissé croire à une domination planétaire du modèle de modernité européen (Thomann, 2012 : 1). Ce basculement idéologique a ainsi pu donner l'impression d'un ralliement universel et inéluctable aux principes du libéralisme économique (Thomann, 2012 : 1).

Parallèlement, l'émergence économique rapide de nations telles que la Chine, l'Inde ou la Corée du Sud a bousculé les perceptions hiérarchiques occidentales héritées de l'ère coloniale (Thomann, 2012 : 2). La réussite chinoise, principalement portée par des réformes endogènes, a invalidé la théorie de la modernisation qui attribuait le sous-développement à des blocages culturels et jugeait l'assistance de l'Occident indispensable (Thomann, 2012 : 2). De plus, ce décollage remet en question la théorie de la dépendance, qui condamnait les pays du Sud à rester des réservoirs de matières premières et de main-d'œuvre bon marché au sein d'un système d'échange inégal (Thomann, 2012 : 2).

Cette progression économique de l'Asie de l'Est, initialement portée par le Japon jusqu'au terme des années 1980, a été perçue par les acteurs locaux comme l'émergence d'un capitalisme et d'une modernité aux fondements distincts des modèles occidentaux (Thomann, 2012 : 2). Ce

courant de pensée, structuré autour des « valeurs asiatiques », a connu un écho important à Singapour et en Malaisie durant la décennie 1990, avant de trouver un second souffle dans la Chine contemporaine (Thomann, 2012 : 2).

L'analyse de l'auteur souligne que l'Asie a longtemps été confinée à la catégorie dépréciative de « Tiers-Monde », synonyme de fragilité économique. Toutefois, l'ouverture de puissances comme la Chine, l'Inde ou la Corée du Sud a marqué une rupture avec ce stigmate par l'adoption du capitalisme. Ce passage à l'économie de marché ne fut pas une simple imitation, mais une véritable réappropriation contextuelle du modèle occidental, permettant aux anciens États du bloc communiste de s'imposer stratégiquement dans la mondialisation.

Selon les travaux du Centre de Recherche de l'Université Nationale de Singapour, il convient d'interpréter l'émergence de l'Asie non comme une phase de convergence économique, mais comme une mutation structurelle des équilibres mondiaux. En 2025, la Chine et l'Inde sont devenues les principaux moteurs de la croissance globale, contribuant ensemble à près de 50 % de l'expansion économique mondiale (Schipke et Srinivas, 2025 : 2). Avec 1,4 milliard d'habitants chacune, la Chine et l'Inde regroupent à elles seules 37 % de la population mondiale. En parité de pouvoir d'achat (PPA), la Chine s'impose désormais comme la première économie du globe avec 18,6 % de la production mondiale, alors que l'Inde se hisse au troisième rang, devançant le Japon avec 7 % du PIB mondial. Selon les taux de change du marché, elles occupent respectivement les deuxième et cinquième places au classement des puissances économiques mondiales (Schipke et Srinivas, 2025 : 1-2).

La Commission Economique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique explique que cette dynamique est consolidée par l'entrée en vigueur des accords stratégiques régionaux tels que le RCEP¹ (Regional Comprehensive Economic Partnership), qui ancre désormais 30 % du PIB mondial dans la zone Asie-Pacifique, redéfinissant ainsi les flux commerciaux au détriment des pôles atlantiques traditionnels (ESCAP, 2024 : 24). Ce qui en fait la plus grande zone d'Accord de libre-échange au monde devant l'Union Européenne ou l'Accord Etats-Unis-Mexique-Canada.

En somme, un continent autrefois perçu comme indigent et tributaire du soutien occidental a prouvé, par sa vitalité économique, sa capacité à s'imposer sur la scène internationale. La thèse évoquée repose sur la démonstration d'une transition réussie des économies asiatiques vers le

¹ Accord de libre-échange signé le 15 novembre 2020 (entré en vigueur début 2022). Il regroupe les pays de la zone de l'Asie-Pacifique, à savoir les pays de l'ASEAN (Indonésie, Singapour, Philippines, Malaisie, Thaïlande, Birmanie, Cambodge, Laos, Brunei) et les puissances partenaires (Chine, Japon, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande).

capitalisme, bien que cette conversion s'approprie les mécanismes du modèle anglo-saxon pour les réinventer.

1.2. Armement militaire de l'Asie

La militarisation du continent asiatique se manifeste par une course à l'armement qui hisse plusieurs États au rang de puissances régionales, comme la Corée du Nord, le Pakistan et l'Inde, ou de puissances mondiales pour la Chine et la Russie. Si la Guerre froide était marquée par une dépendance de Pékin envers l'industrie de l'URSS, l'ingénierie militaire chinoise a depuis atteint un niveau d'excellence. Bien que l'influence des modèles soviétiques subsiste dans certains arsenaux, l'armée chinoise affirme désormais sa souveraineté en concevant ses propres équipements de pointe.

La dimension mondiale de la Chine ne repose pas seulement sur sa force de frappe, mais aussi sur son statut de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Si la coopération militaire avec la Russie perdure, Pékin se distingue désormais par une souveraineté industrielle totale. La Chine dispose aujourd'hui de l'expertise technique et humaine pour produire l'ensemble de son arsenal, on peut citer en exemple ses véhicules blindés (VBCI², VBTT³, VBCAL⁴), ses hélicoptères de combat, en passant par une gamme complète de missiles balistiques et de croisières, incluant le vecteur nucléaire stratégique.

Plusieurs facteurs historiques permettent de comprendre l'autonomie militaire actuelle de la Chine. Comme le souligne Gasteyger (2015), l'arrêt de l'assistance soviétique a agi comme un catalyseur. Autrement dit, la Chine a intensifié la création de son propre arsenal nucléaire suite à la fragilisation de son alliance avec Moscou. Pour cet auteur, c'est précisément la méfiance de Pékin face aux stratégies de protection de l'URSS qui a accéléré le développement de son programme de défense nationale (Gasteyger, 2015).

Le paysage sécuritaire asiatique est marqué par une hostilité latente ; de l'Inde au Japon, en passant par l'Indonésie ou le Vietnam, les États se perçoivent davantage comme des rivaux que comme des alliés (Gasteyger, 2015). Ce climat de tension est accentué par l'omniprésence des deux grandes puissances mondiales. D'un côté, les États-Unis maintiennent une influence

² Véhicule blindé de combat d'infanterie, est un « taxi de combat » lourdement protégé. Contrairement à un simple camion blindé qui dépose les soldats et repart, le VBCI reste avec eux. Il est équipé d'un canon ou d'une mitrailleuse pour attaquer l'ennemi et protéger les soldats qu'il transporte.

³ Véhicule blindé de transport de troupes, souvent appelé par son acronyme anglais APC (Armored Personnel Carrier) — est un véhicule militaire dont la mission principale est de transporter des soldats en toute sécurité d'un point A à un point B.

⁴ Véhicule blindé de combat à armement lourd, est un véhicule blindé, souvent très mobile, qui transporte un canon de gros calibre (généralement du 105 mm ou 120 mm), identique à celui que l'on trouve sur les chars de combat. Sa mission est de détruire des cibles importantes (blindés ennemis, bâtiments, nids de mitrailleuses) tout en restant capable de se déplacer très vite sur de longues distances.

prédominante via leur puissance navale et leurs alliances avec Tokyo, Séoul et Manille, sans oublier leur appui constant à Taïwan (Gasteyger, 2015). De l'autre, la Russie s'affirme comme une puissance asiatique à part entière, consolidant sa présence grâce à ses infrastructures stratégiques, notamment au Vietnam (Gasteyger, 2015).

Le continent asiatique détient la densité militaire la plus élevée de la planète, avec des effectifs colossaux dépassant systématiquement ceux des grandes puissances européennes (Gasteyger, 2015). Les chiffres sont éloquentes : la Chine mobilise 4,2 millions de soldats, suivie par l'Inde (1,1 million), le Vietnam (1 million) et les deux Corées qui totalisent près de 1,4 million d'hommes (Gasteyger, 2015). Toutefois, cette supériorité numérique masque une faiblesse technologique, ces armées étant globalement moins bien dotées que leurs homologues occidentales (Gasteyger, 2015). Au total, en incluant le Pakistan, Taïwan, l'Indonésie, le Japon et la Thaïlande, l'Asie concentre environ 10 millions de militaires, soit près de 40 % du potentiel humain armé mondial (Gasteyger, 2015).

Le gigantisme des armées asiatiques s'explique d'abord par un facteur démographique évident. Avec une population de 2,6 milliards d'habitants, l'Asie s'impose comme le foyer de peuplement majeur de la planète (Gasteyger, 2015). Il est donc structurellement logique que l'importance de ses effectifs militaires soit proportionnelle à sa masse démographique (Gasteyger, 2015). L'auteur souligne d'ailleurs qu'il est fort probable que la croissance de ces armées continue de suivre, pour une grande partie d'entre elles, l'expansion de la population régionale (Gasteyger, 2015).

La seconde explication, plus préoccupante, réside dans l'héritage des conflits passés qui ont profondément marqué le continent (Gasteyger, 2015). À l'instar de l'Europe, l'Asie a subi les déchirures de la Guerre froide, entraînant la partition de la Chine, de la Corée et du Vietnam. Ces divisions ont provoqué des affrontements d'une violence inégalée depuis 1945 (Gasteyger, 2015). Si le Vietnam a fini par se réunifier par les armes pour devenir l'acteur hégémonique en Indochine (soumettant le Laos et le Cambodge), la péninsule coréenne demeure fracturée. Depuis l'invasion de 1950, une hostilité profonde persiste, matérialisée par deux armées imposantes massées de part et d'autre du 38^e parallèle (Gasteyger, 2015).

2. Puissances régionales

2.1. La Fédération de Russie

Les cinq Etats d'Asie centrale mènent des politiques étrangères de plus en plus diversifiées, en particulier à l'égard des deux puissances régionales dominantes, la Russie et la Chine (Laruelle, 2011 : 1). Après l'effondrement de l'Union Soviétique, Moscou, considérée comme l'ancienne

métropole coloniale et héritière de la puissance politique et militaire de l'URSS, était perçue sur un mode critique selon l'auteur. Moins de deux décennies ont suffi pour que ce cliché soit reformulé de manière plus positive, et que le passé commun se convertisse en un atout de proximité (Laruelle, 2011 : 1). Depuis 2000, la Russie de Poutine est de nouveau appréhendée en Asie centrale comme une grande puissance, malgré des leviers d'influence fragiles et de court terme. En effet, si le poids de l'histoire coloniale et soviétique contribue aujourd'hui encore à définir certaines modalités de la position russe, les évolutions contemporaines contraignent Moscou à réajuster ses vues en fonction d'objectifs de plus long terme (Laruelle, 2011 : 1).

La Russie est devenue le partenaire principal des Etats centrasiatiques, et au niveau multilatéral, les deux organisations créées à son initiative, la Communauté Economique Eurasiennne (EurAsEc), et l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (CSTO), apparaissent comme les cadres institutionnels majeurs de la coopération Russo-centre-asiatique. Au niveau bilatéral, Moscou a recouvré son statut de premier partenaire stratégique et militaire. Politiquement, le Kremlin fait preuve de son infaillible soutien aux régimes centre-asiatiques (Laruelle, 2011 : 1-2). Les motifs de l'engagement de la Russie en Asie centrale sont multiples.

Le premier est sécuritaire : les frontières Russo-Kazakhstanaises ne peuvent être sécurisées si celles du sud de l'Asie centrale avec l'Afghanistan, voire l'Iran et la Chine, ne le sont pas, d'où la volonté russe d'un « droit de regard » même partiel sur les évolutions stratégiques locales (Laruelle, 2011 : 2). Le second est économique ; contrôler les hydrocarbures, l'uranium et l'électricité fait partie des stratégies clés de l'Etat russe dans sa maîtrise du « proche étranger ». Le troisième est politique ; Moscou veut conserver des régimes amis à ses frontières et surveiller ce qu'elle considère comme sa « sphère d'intérêt ». Si la Russie a retrouvé de l'ascendant dans les années 2000, elle doit toutefois faire face à d'importants changements intérieurs et internationaux, à de nouveaux défis, et reconsidérer de manière fondamentale sa politique centre-asiatique comme ses modalités d'intervention sur ses voisins méridionaux (Laruelle, 2011 : 2).

Par son rôle d'interface avec l'Occident, la Russie reste la principale puissance en Asie centrale. Ainsi, elle a été capable de tourner à son avantage - du moins provisoirement - la continuité des processus d'intégration soviétiques, des infrastructures économiques, des mécanismes institutionnels ainsi que des relations humaines (Laruelle, 2011 : 2). Sa cooptation des élites, sa légitimité politique et son rôle en tant que médiateur culturel de l'euroanéité en Asie centrale constituent des éléments d'influence importants. Toutefois, Moscou n'est pas préparée au changement de génération en Asie centrale et ne cultive pas assez sa légitimité de soft power.

La Russie est par conséquent en passe de devenir une puissance régionale comme les autres de la région. Son influence se dissocie. En d'autres termes, elle est appelée à rester centrale au Kazakhstan, probablement importante au Kirghizstan et au Tadjikistan, bien plus réduite en Ouzbékistan et au Turkménistan (Laruelle, 2011 : 3). Ainsi, si l'on considère les structures multilatérales, CSTO, EurAsEc et Union douanière, aucune d'elles n'inclut l'ensemble des cinq Etats centre-asiatiques. La présence économique russe se spécialise également dans certaines niches, et recule face à la Chine et l'UE. (Laruelle, 2011 : 3).

Dans les années à venir, la politique russe en Asie centrale continuera à se décliner selon deux priorités principales : tenter de freiner les instabilités régionales de manière à anticiper ou tout au moins réduire leur éventuelle propagation au territoire russe. Aussi, limiter le rôle croissant de ceux que Moscou considère comme des « puissances extrarégionales » (Laruelle, 2011 : 3). Cependant, les coûts de cette gestion sécuritaire sont élevés et Moscou n'a plus les moyens de les assumer seule. Par conséquent, d'autres acteurs sont les bienvenus tant que ceux-ci ne remettent pas en cause sa suprématie régionale. Moscou a pour l'instant opté pour le partenaire chinois, mais le déséquilibre géopolitique croissant avec Pékin pourrait constituer un problème pour le Kremlin dans les années à venir.

Cette analyse se distingue par l'examen de l'influence russe en tant que puissance politique et militaire en Asie centrale. État eurasiatique par excellence, la Russie partage ses frontières avec des acteurs asiatiques majeurs, tels que la Chine et le Kazakhstan, tout en conservant un ancrage européen. Bien que sa stature de puissance militaire de premier plan soit incontestée, son hégémonie régionale dépend d'un équilibre géostratégique complexe. Notamment, ses relations avec la Chine révèlent une dualité profonde. En effet, si Pékin est un allié historique, il demeure un rival régional stratégique que Moscou doit gérer avec une diplomatie de prudence et de tact.

2.2. La Chine

Depuis le début de la décennie 2000, la République Populaire de Chine s'est invitée dans le « Grand Jeu » centre-asiatique qui opposait jusque-là principalement Moscou et Washington (Laruelle, 2011 : 3). Aujourd'hui, l'avenir de l'Asie centrale se joue en partie dans sa capacité à éviter les déstabilisations de l'Asie occidentale voisine et à intégrer, via l'influence chinoise, la zone Asie-Pacifique. Pékin a rapidement réussi une entrée massive et multiforme dans l'espace centre-asiatique : elle s'est imposée comme un partenaire fidèle sur le plan de la diplomatie bilatérale et a réussi à faire de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) une structure régionale appréciée par ses membres (Laruelle, 2011 : 3).

Le partenariat sino-Kazakhstanais est dit « stratégique » - la plus haute qualification diplomatique - confirmant qu'Astana fait figure d'allié politique majeur de Pékin dans l'espace post-soviétique, mais également plus globalement en Asie et au Moyen-Orient. La Chine, qui se pose en fidèle second de la Russie dans le cadre de l'OCS, mène chaque année des exercices militaires avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, et ne cache pas son soutien aux régimes centre-asiatiques, perçus comme le seul rempart à l'islamisme (Laruelle, 2011 : 4).

Dans son analyse des ambitions globales de Pékin à l'horizon 2049, Hutton (2022) souligne l'intensification constante des investissements consacrés à l'appareil de défense chinois. Avec un budget militaire désormais quadruple de celui de puissances établies comme la France ou le Royaume-Uni, la Chine opère une mutation structurelle de ses forces (Hutton, 2022). Citant la chercheuse Oriana Skylar Mastro, l'auteur met en exergue une modernisation technologique fulgurante : autrefois distancée, la marine chinoise dispose aujourd'hui des bâtiments⁵ dont les capacités rivalisent avec les standards américains (Hutton, 2022). Cette montée en gamme s'étend à l'armée de l'air, désormais apte aux opérations nocturnes et dans des conditions météorologiques difficiles, ce qui n'était pas le cas auparavant. Fait notable, ce processus de rattrapage stratégique ne s'est pas ralenti durant la crise sanitaire de la COVID-19, mais a au contraire connu une accélération marquée au cours des deux dernières années (Hutton, 2022). L'effort financier de la Chine témoigne d'une volonté de puissance ascendante, avec des augmentations budgétaires annuelles dépassant systématiquement les 6,5 % (Hutton, 2022). Bien que la dépense militaire américaine reste largement supérieure en valeur absolue — 709 milliards d'euros contre 209 milliards pour la Chine — la dynamique chinoise s'inscrit dans une vision de long terme (Hutton, 2022). Le calendrier défini par Xi Jinping prévoit une armée technologiquement mature en 2035 et une parité stratégique totale avec Washington d'ici le centenaire de la République Populaire en 2049. Ce projet d'une armée de « classe mondiale » marque ainsi la fin de la période de retrait relatif de Pékin au profit d'une affirmation de puissance globale (Hutton, 2022).

L'expansion navale de Pékin a franchi une étape décisive avec le lancement, le 17 juin 2022, de son troisième porte-avions. Contrairement aux deux précédents bâtiments de conception soviétique, cette unité affiche des capacités opérationnelles nettement supérieures, propulsant la Chine au deuxième rang mondial pour ce type de plateforme (Hutton, 2022).

⁵ Dans le langage technique et naval, un bâtiment est le terme générique et officiel pour désigner tout navire de guerre appartenant à une marine nationale.

Parallèlement, le pays consolide sa domination aérienne au sein de la zone indopacifique. Selon les données du Pentagone rapportées par Hutton (2022), l'armée de l'air chinoise dispose d'un inventaire de 2 800 aéronefs (excluant les drones et avions d'entraînement), dont environ 2 250 vecteurs de combat. Cette masse critique confère à Pékin la troisième force aérienne mondiale, se plaçant immédiatement derrière les États-Unis et la Russie (Hutton, 2022).

Figure N°1 : Militarisation de l'Asie-Pacifique



Source : Margot Hutton, « La Chine veut devenir la première puissance militaire du monde d'ici 2049 », 16 août 2022, TV5 Monde.

La cartographie de la région Asie-Pacifique met en évidence le déploiement stratégique de l'Armée populaire de libération, qui consolide son influence via un réseau de bases militaires. Cette posture s'inscrit dans un environnement de forte rivalité, marqué par le dispositif sécuritaire américain à Okinawa, Guam, Corée du Sud et en Australie. Toutefois, la Chine soutient cette projection de force grâce à la modernisation accélérée de son appareil de défense, disposant désormais d'équipements opérationnels et d'une capacité tactique dissuasive. La carte illustre ainsi l'intensité des flux et des activités militaires au sein de ce théâtre géopolitique majeur.

Figure N°2 : Bases militaires étrangères à Djibouti

Source : Margot Hutton, « La Chine veut devenir la première puissance militaire du monde d'ici 2049 », 16 août 2022, TV5 Monde.

Comme le souligne l'illustration, l'influence de la Chine s'étend désormais au continent africain, marquée notamment par l'inauguration de sa première base militaire à Djibouti en 2018. Selon les analyses du Pentagone, Pékin ne compte pas s'arrêter à ce seul point d'appui et « est probablement déjà en train de considérer et de planifier l'installation de nouvelles bases militaires et de constructions logistiques pour venir en aide aux forces navales, aériennes et terrestres » (Hutton, 2022). Cette stratégie de projection globale cible plusieurs États stratégiques, parmi lesquels le Cambodge, la Birmanie, l'Indonésie, le Pakistan, le Sri Lanka, les Émirats arabes unis, le Kenya, les Seychelles, la Tanzanie, l'Angola et le Tadjikistan (Hutton, 2022).

L'examen cartographique révèle que Djibouti constitue un hub militaire où cohabitent principalement les forces françaises, américaines et chinoises. Selon l'auteur, l'effectif du contingent chinois est estimé à 1 500 hommes, soit un volume équivalent à la présence française. Les États-Unis maintiennent toutefois une prédominance numérique avec plus de 4 000 soldats stationnés. Outre ces puissances majeures, Djibouti accueille également des détachements militaires japonais, italiens, allemands et espagnols, confirmant ainsi son statut névralgique dans la sécurité internationale (Hutton, 2022).

2.3. L'Inde

À l'heure actuelle, l'Inde s'affirme comme le principal contre-pouvoir à l'hégémonie chinoise sur les plans militaire et diplomatique. Bien que la Chine conserve une supériorité conventionnelle manifeste, cette asymétrie a agi comme un catalyseur pour la modernisation de la défense indienne, historiquement dépendante des technologies russes. Cependant, l'autonomie stratégique de l'Inde s'est concrétisée par le développement de son propre

programme nucléaire, initié dès les années 1960. Bien que l'antagonisme avec le Pakistan demeure une variable constante, la doctrine nucléaire indienne est avant tout conçue comme un outil de dissuasion face aux ambitions territoriales chinoises, visant ainsi à garantir la sécurité nationale face à son puissant voisin.

La puissance militaire indienne s'appréhende à travers ses dimensions historique, géopolitique et industrielle. Toutefois, l'élément le plus saillant de ces dernières années réside dans sa dynamique de modernisation proactive. Ce processus de transformation capacitaire vise à doter l'État indien des moyens nécessaires pour neutraliser simultanément les menaces internes et les défis sécuritaires externes auxquels il est confronté (Memheld, 2014).

Depuis son indépendance, la posture militaire de l'Inde est dictée par la nécessité de répondre simultanément à des menaces endogènes et exogènes. L'héritage colonial britannique a profondément marqué l'organisation des forces armées de l'Inde et du Pakistan (Memheld, 2014), dont la confrontation inaugurale lors de la première guerre du Cachemire (1947-1948) continue de saturer la doctrine stratégique indienne. Évoluant dans un environnement régional dépourvu d'alliés naturels — entre des États pivots sous influence (Myanmar), des puissances aux agendas divergents (Iran) ou des voisins de moindre envergure (Népal, Bhoutan) — New Delhi s'efforce de forger de nouveaux partenariats internationaux (Memheld, 2014). Si le contentieux pakistanais mobilise historiquement les deux tiers de l'appareil militaire du pays, l'Inde opère aujourd'hui une réorientation stratégique vers la Chine, réactivant une rivalité dont le précédent de la guerre de 1962 demeure le socle mémoriel (Memheld, 2014).

La relation sino-indienne est marquée par un paradoxe profond. En effet, la Chine demeure le principal partenaire commercial de l'Inde, bien que cette interdépendance économique n'atténue en rien la méfiance stratégique qui conditionne le développement capacitaire de l'armée indienne (Memheld, 2014). L'Inde et la Chine ont en commun 3 380 kilomètres de frontières, dont certaines portions sont toujours contestées, avec de nombreuses incursions de l'Armée populaire de libération (APL) chinoise sur le territoire indien, voire des occupations temporaires (Memheld, 2014). En fin septembre 2014, le nouveau Premier Ministre indien, Narendra Modi, s'est rendu en visite officielle aux États-Unis pour encourager des partenariats économiques et stratégiques entre les deux pays, en l'occurrence, le développement commun de nouveaux matériels de défense, renouveler le pacte de défense et aborder la question nucléaire (Memheld, 2014). Toutefois, ce rapprochement avec Washington demeure circonstancié, les deux nations ne constituant pas, à ce jour, des alliés naturels (Memheld, 2014).

Selon Racicot (2008), l'émergence de l'Inde sur la scène mondiale est intrinsèquement liée à sa croissance économique fulgurante. Le poids de sa classe moyenne, le rayonnement de son industrie cinématographique et l'essor de son secteur technologique en font désormais un acteur économique majeur. Cependant, cette ascension doit être mise en perspective avec la militarisation croissante du pays (Racicot, 2008). Historiquement, sous l'égide de Nehru, l'Inde s'affirmait comme une figure de proue du mouvement des non-alignés. Malgré son importance démographique, sa faiblesse militaire et sa dépendance économique vis-à-vis du Royaume-Uni la reléguait alors au rang de puissance secondaire (Racicot, 2008). Ce paradigme pacifique a perduré jusqu'en 1962, année où la défaite traumatique face à la Chine a agi comme un pivot stratégique, contraignant New Delhi à adopter une posture diplomatique et militaire nettement plus affirmée.

Afin de soutenir cette modernisation, l'Inde a opéré un rapprochement stratégique avec l'Union Soviétique, son principal fournisseur d'armements et de soutiens financiers (Racicot, 2008). Cette montée en puissance régionale a franchi un seuil critique en 1998 lors des essais nucléaires, propulsant New Delhi au rang de puissance mondiale (Racicot, 2008). Sur le plan capacitaire, les effectifs indiens atteignaient environ 430 000 combattants en 2005, avec une croissance annuelle constante de 22 000 recrues. En 2006, l'effort de défense représentait déjà 2,5 % du PIB. L'appareil militaire indien, structuré autour de ses composantes terrestre, navale et aérienne, intègre également des corps de garde-côtes et des forces de réserve. Cette évolution s'est articulée autour de la gestion des conflits régionaux, ciblant prioritairement le Pakistan avant de se réorienter progressivement face aux enjeux posés par la Chine et l'Iran (Racicot, 2008).

Malgré un passif diplomatique complexe, l'Inde et la Chine ont entamé un processus de normalisation soutenu par leurs succès économiques respectifs (Racicot, 2008). Si la dissuasion nucléaire indienne demeure un outil de rééquilibrage face à son voisin, une coopération militaire pragmatique s'est instaurée. Comme le souligne Racicot (2008), les exercices antiterroristes de décembre 2007 illustrent cette dynamique. En engageant une centaine d'hommes de chaque armée dans des manœuvres conjointes, les deux puissances ont cherché à apaiser leurs suspicions réciproques. Cette collaboration, axée sur la sécurité commune face aux menaces transnationales (terrorisme et séparatisme), a permis d'ouvrir un canal de dialogue opérationnel inédit entre les deux géants asiatiques.

Le passage à une coopération militaire active marque un tournant majeur dans le dialogue sino-indien, rompant avec des décennies de méfiance. Néanmoins, ce rapprochement reste contesté

par les courants nationalistes en Inde, qui perçoivent toujours Pékin comme le principal obstacle à l'hégémonie régionale de New Delhi (Racicot, 2008). Pour l'auteur, une telle mutation des rapports de force redéfinit durablement la stabilité et la hiérarchie de la puissance au sein de l'espace asiatique.

La position privilégiée de l'Inde au centre du continent asiatique, ainsi que sa proximité à l'Afghanistan, l'Irak et l'Iran, constituent pour les États-Unis un atout de taille (Racicot, 2008). C'est ainsi qu'en 2006, une visite en Inde du Président George W. Bush devait redorer l'image des États-Unis sur le continent. Les deux gouvernements en sont arrivés à une entente sur le nucléaire indien, qui était jusqu'ici sous boycott international (Racicot, 2008).

L'analyse de l'auteur met en lumière la trajectoire singulière de la militarisation indienne. Si New Delhi a initialement dépendu du soutien financier et technique de l'Union Soviétique — dont la Russie est l'héritière — elle a su par la suite diversifier ses appuis en se rapprochant de Washington. Ce pragmatisme a permis à l'Inde d'exploiter les capacités logistiques et technologiques de deux partenaires historiquement opposés pour sécuriser ses propres intérêts stratégiques. Aujourd'hui, cette posture de « multi-alignement » permet à l'Inde de préserver sa relation privilégiée avec Moscou tout en approfondissant son partenariat avec les États-Unis. En l'absence d'alliés militaires de poids parmi ses voisins immédiats, New Delhi n'hésite pas à cultiver des alliances de circonstance, même avec des partenaires « non naturels » comme Washington, afin de consolider sa puissance régionale.

En examinant les capacités militaires de la Russie, de la Chine et de l'Inde, il apparaît que ces nations sont les moteurs de la transformation stratégique de l'Asie. Cette influence ne saurait toutefois occulter des fragilités régionales, notamment l'antagonisme indo-pakistanaï. Le développement du programme nucléaire pakistanaï a instauré un équilibre de la terreur destiné à neutraliser toute velléité d'agression de la part de New Delhi, limitant ainsi la marge de manœuvre indienne. Pour autant, ces frictions territoriales et nucléaires n'entravent pas la tendance de fond. En effet, l'affirmation de ces trois puissances assure à l'Asie une prédominance militaire et politique croissante. Ce bloc de puissances, par sa modernisation et sa projection globale, consacre le basculement du centre de gravité mondial vers l'espace asiatique.

3. Vers un nouvel ordre mondial ?

Au regard de l'émergence multidimensionnelle — politique, militaire et économique — de puissances telles que la Chine, l'Inde et la Russie (puissance eurasiatique), une mutation profonde de la structure du système international semble inéluctable. L'ordre mondial, tel

qu'établi au lendemain de la Guerre froide sous l'égide d'un bloc occidental victorieux, entre dorénavant dans une phase de transition. Cette période de l'après-1989 fut caractérisée par une hégémonie occidentale sans partage, érigeant les États-Unis au rang de superpuissance unique. Si ce statut de prédominance mondiale est resté incontesté durant la première décennie des années 2000, la montée en puissance de l'Asie remet aujourd'hui en question cette centralité et annonce l'avènement d'une nouvelle architecture mondiale.

Eu égard à ce qui précède, le paradigme d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis est désormais obsolète. Contrairement aux récits médiatiques prédominants, l'Amérique ne peut plus être considérée comme l'unique superpuissance hégémonique, mais plutôt comme l'une des composantes d'un directoire de puissances mondiales. L'affirmation militaire de pôles asiatiques majeurs impose de facto une transition vers un nouvel ordre international où l'Asie exerce une influence prépondérante. Ce basculement structurel vient rompre la continuité de l'hégémonie occidentale, redéfinissant ainsi les équilibres de force au sein du système international.

3.1. Un monde multipolaire

Dans le passé, la Guerre froide a structuré le système international autour d'une bipolarité rigide, contraignant les États à s'insérer dans l'une des deux sphères d'influence. Dans ce face-à-face entre le bloc occidental, dirigé par Washington, et le bloc soviétique, la posture du non-alignement s'avérait complexe et périlleuse à maintenir. La désintégration de l'Union Soviétique, officialisée le 26 décembre 1991, a mis fin à cet équilibre de la terreur, inaugurant une « parenthèse unipolaire ». Durant cette période, les États-Unis, dépourvus de rivaux à leur mesure, ont pu s'ériger en « gendarme du monde », imposant leur hégémonie sur la sécurité et la gouvernance mondiale.

En tant qu'État successeur de l'Union Soviétique, la Fédération de Russie émerge de la Guerre froide affaiblie et marquée par un sentiment d'humiliation nationale. Confrontée à des crises économiques et structurelles profondes, elle s'est initialement repliée sur ses enjeux endogènes tout en conservant une vigilance stratégique sur la scène internationale. Bien que son héritage nucléaire lui ait permis de maintenir un rang de puissance de second plan derrière les États-Unis, Moscou a longtemps entretenu une coopération pragmatique avec l'Occident. Néanmoins, cette période a nourri une frustration persistante liée à la perception d'une défaite historique. Dans la rhétorique actuelle du Kremlin, cette vision est réinterprétée, en ce sens que la Guerre froide n'est plus perçue comme une parenthèse refermée par une défaite, mais comme un antagonisme latent qui n'aurait, en réalité, jamais pris fin.

L'année 1999 marque un tournant avec l'émergence politique de Vladimir Poutine, ancien officier du renseignement (KGB) nommé Premier Ministre, avant d'accéder à la présidence en 2000. Sous son impulsion, la Russie adopte une diplomatie officiellement multilatérale tout en engageant, sur le plan intérieur, un vaste programme de réarmement nucléaire et conventionnel. L'ambition est claire : restaurer le prestige et l'influence dont jouissait Moscou durant la période soviétique. Historiquement, l'URSS ne se percevait pas comme une puissance de second rang, mais comme l'égale des États-Unis au sein d'un équilibre bipolaire. Cette parité stratégique reposait sur le concept de « destruction mutuelle assurée » (Mutual Assured Destruction, ou MAD en anglais), garantissant qu'aucune des deux superpuissances ne puisse dominer l'autre sans risquer son propre anéantissement. Ainsi, durant la Guerre froide, la notion de « première puissance mondiale » était absente au profit d'une stricte parité des forces.

Animé par une certaine nostalgie de l'ère soviétique, Vladimir Poutine s'est donné pour mission de soustraire la Russie à son statut de puissance de second rang. Cet objectif de restauration a été soutenu par un effort de réarmement massif et constant. Dans cette perspective, les actions militaires en Ukraine font figure de révélateurs de puissance face au bloc occidental. Si l'annexion de la Crimée en 2014 a constitué un premier test — auquel l'Occident a répondu par des sanctions économiques plutôt que par la force — l'invasion de février 2022 représente le véritable point de bascule stratégique. Au-delà des débats juridiques ou idéologiques, l'enjeu réside dans la posture de l'OTAN, des États-Unis et de l'Union Européenne. En privilégiant le soutien logistique et matériel à l'Ukraine au détriment d'une confrontation cinétique directe, ces puissances reconnaissent implicitement la capacité de nuisance et la réalité de la puissance militaire russe.

Ce conflit met en exergue la résilience de l'appareil militaire russe, lequel semble défier la puissance combinée des armées occidentales par le biais d'un conflit de haute intensité. Pour justifier son absence d'intervention directe, l'OTAN invoque strictement le cadre juridique de l'article 5, rappelant que le pacte de sécurité collective ne s'applique qu'aux États membres. Toutefois, cette argumentation soulève des interrogations sur la cohérence de la politique étrangère occidentale. Comment expliquer l'intervention de l'OTAN et de l'UE en Libye en 2011, officiellement pour protéger les civils, alors qu'une retenue similaire est observée en Ukraine ? De même, l'invasion de l'Irak en 2003 par les États-Unis, justifiée par la présumée possession d'armes de destruction massive, contraste avec la prudence actuelle. Ce paradoxe souligne une réalité stratégique majeure, à savoir, que la Russie, contrairement à l'Irak de

Saddam Hussein, dispose d'un arsenal nucléaire effectif qui impose une limite concrète à l'interventionnisme occidental.

Ce questionnement révèle une mutation sans précédent de l'ordre politique international. La Russie, forte de son statut de puissance de premier rang, conteste désormais ouvertement l'hégémonie occidentale en frappant d'obsolescence toute velléité d'interventionnisme de la part de l'OTAN ou des États-Unis. Le contraste avec l'intervention en Libye en 2011, menée au nom de la protection des populations, est saisissant. À travers le conflit ukrainien, le message du Kremlin est sans équivoque, en d'autres termes, la suprématie militaire absolue des États-Unis est une ère révolue. En mettant Washington au défi de reproduire ses interventions passées (Irak en 2003 ou Libye en 2011), Vladimir Poutine expose les limites de la projection de force occidentale. La retenue américaine, motivée par la crainte d'une escalade vers un troisième conflit mondial, valide de facto le retour à une parité stratégique où la force nucléaire de la Russie neutralise toute supériorité conventionnelle de l'Occident.

Certes, les États-Unis demeurent une puissance globale de premier ordre, dont la viabilité militaire conventionnelle est soutenue par un budget de défense inégalé. Toutefois, la prépondérance budgétaire ne neutralise pas la capacité de nuisance effective des armées russe ou chinoise. Il convient donc de ne plus percevoir la Russie comme une puissance subalterne, mais comme l'un des pôles centraux d'un système multipolaire. En réalité, nous assistons au retour d'une configuration géopolitique analogue à celle de la Guerre froide, c'est-à-dire un monde où la notion de « première puissance » s'efface devant la réalité des « Grands ». Ce face-à-face entre le bloc occidental, dirigé par Washington, et ses rivaux eurasiatiques, rétablit un équilibre des forces où la puissance ne se mesure plus seulement par l'accumulation de ressources, mais par la capacité à contrecarrer l'hégémonie adverse.

La géostratégie contemporaine s'articule autour de ce que l'on nomme des « pôles de commandement ». Si l'ordre mondial a longtemps été structuré par la domination du bloc nord-américain et de l'Europe, l'émergence fulgurante de l'Asie a brutalement modifié cet équilibre. Ce troisième pôle de commandement, porté par des acteurs tels que la Chine, l'Inde et la Russie, consacre l'avènement d'un monde multipolaire où la quête de puissance est le moteur des interactions. Une distinction fondamentale s'opère au sein de ce pôle asiatique : d'un côté, les États dotés d'armes nucléaires (EDAN) comme la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord ; de l'autre, des puissances économiques majeures mais non nucléaires

(ENDAN⁶) comme le Japon, l'Indonésie, le Vietnam, la Corée du Sud ou Singapour. Toutefois, c'est la possession de capacités nucléaires stratégiques — c'est-à-dire de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) — par le trio Russie-Chine-Inde qui remet radicalement en cause la suprématie occidentale. Ces capacités de frappe à longue portée interdisent désormais toute hégémonie unilatérale.

3.2. La place de l'Occident dans l'ordre international

Comme le soulignent Pajon et Seaman (2018 : 58), la transformation des rapports de force en Asie a connu une accélération notable au cours de la dernière décennie. L'affirmation d'une diplomatie chinoise proactive, visant une refonte structurelle de l'ordre régional, a coïncidé avec une phase d'incertitude stratégique américaine sous l'administration Trump. Ce retrait relatif de Washington laisse entrevoir l'émergence d'un ordre régional « post-américain », contraignant les acteurs asiatiques à réévaluer leurs alliances face à la perspective d'un avenir plus sino-centré (Pajon et Seaman, 2018 : 58). Ce glissement confirme la fin de la suprématie occidentale au profit d'une nouvelle centralité asiatique.

Le tournant de l'été 2016, marqué par la montée des protectionnismes occidentaux (Brexit et élection de Donald Trump), a offert à la Chine l'opportunité de s'ériger en leader global. Pékin se positionne désormais comme le pivot de dossiers cruciaux, de la réforme de la gouvernance mondiale à la lutte contre le changement climatique (Pajon et Seaman, 2018 : 58). Les 14 et 15 mai 2017, l'accueil de 28 chefs d'État pour discuter des « Nouvelles Routes de la Soie » a symbolisé cette ambition décomplexée. Initialement conçu en 2013 comme un plan d'infrastructures pour l'interconnectivité régionale, ce projet constitue aujourd'hui le socle d'un nouvel ordre économique, diplomatique et sécuritaire à l'échelle de l'Eurasie (Pajon et Seaman, 2018 : 58). Ce déploiement structurel confirme le basculement vers le monde multipolaire et sino-centré que nous avons analysé.

Par ailleurs, selon un rapport de Trends Research intitulé *Analytical Review of the MSR⁷ 2025 : A Multipolar World Between Optimism and Challenges*, la multipolarité n'est plus une simple théorie mais est devenue une réalité tangible, avec un nombre croissant d'acteurs internationaux capables d'influencer les enjeux mondiaux. Cela est manifeste à travers le rôle croissant de nations telles que la Chine et l'Inde, aux côtés d'autres puissances régionales qui cherchent à accroître leur influence sur la scène mondiale (Trends Research, 2025).

⁶ Etats non dotés des armes nucléaires (ENDAN).

⁷ Multipolarity Strategic Report.

Le rapport souligne que la transition vers un monde multipolaire redéfinit également les alliances traditionnelles et les dynamiques régionales. À mesure que de nouveaux pôles de puissance émergent, des partenariats stratégiques de longue date sont remis en question (Trends Research, 2025). L'étude note que les pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine adoptent de plus en plus des politiques de non-alignement, cherchant à maximiser les bénéfices issus de plusieurs puissances concurrentes plutôt que de s'aligner strictement derrière les États-Unis ou la Chine. Cette tendance reflète un recalibrage stratégique plus large, où les acteurs régionaux affirment une plus grande autonomie dans les affaires mondiales (Trends Research, 2025).

D'un point de vue optimiste, la multipolarité est considérée comme une opportunité de bâtir un système international plus inclusif et équitable, en atténuant la domination des États-Unis et en permettant à d'autres États de participer aux processus décisionnels mondiaux (Trends Research, 2025). Selon ce point de vue, un monde multipolaire pourrait favoriser la diversification économique, l'engagement diplomatique ainsi qu'une réduction des interventions unilatérales menées par les puissances dominantes. Les défenseurs de cette vision suggèrent que l'accroissement de la compétition géopolitique pourrait mener à des négociations plus équilibrées au sein des institutions internationales, empêchant ainsi un Etat unique de dicter unilatéralement les normes mondiales (Trends Research, 2025).

La thèse pessimiste soutient que la multipolarité engendre davantage de chaos et de conflits, rendant plus difficile la conclusion d'accords internationaux en raison des agendas stratégiques divergents des puissances émergentes (Trends Research, 2025). Le rapport détaille comment les structures de gouvernance mondiale, telles que le Conseil de Sécurité des Nations Unies et les institutions financières internationales, peinent à s'adapter à un monde où le pouvoir est plus diffus. De plus, la compétition multipolaire accroît les risques de confrontations militaires, de guerres commerciales et d'instabilité régionale, particulièrement dans les zones propices aux conflits comme l'Europe de l'Est, la mer de Chine méridionale et le Moyen-Orient (Trends Research, 2025).

La Chine se présente comme le principal défenseur d'un ordre mondial multipolaire, visant à remodeler les institutions de gouvernance mondiale pour refléter l'évolution des dynamiques de pouvoir en faveur des nations non occidentales. Le président Xi Jinping a affirmé qu'un ordre multipolaire permettrait à tous les pays de jouer le rôle qui leur revient. Cependant, alors que Pékin affirme soutenir le Sud global et s'opposer à l'hégémonie occidentale, son comportement stratégique contredit souvent ces principes énoncés. De nombreuses nations perçoivent la

promotion de la multipolarité par la Chine comme un moyen de garantir sa propre puissance et d'étendre son influence, plutôt que de favoriser une véritable égalité mondiale (Trends Research, 2025).

L'émergence de la Chine en tant que puissance systémique bouscule les fondements de l'ordre international, longtemps structuré par l'hégémonie américaine. Cette ascension n'est pas fortuite ; elle résulte de la synergie entre le dynamisme du peuple chinois et la vision stratégique de ses dirigeants (Gazibo et Roromme, 2011 : 11). Comme le souligne le Général Jean Salvan⁸, la stratégie se définit comme « l'ensemble des méthodes et moyens permettant d'atteindre les fins exigées par le politique ». Dans le cas de Pékin, cette définition prend tout son sens. En effet, le déploiement économique et militaire n'est pas une fin en soi, mais l'outil d'un projet politique visant à restaurer la centralité de la Chine sur l'échiquier mondial.

S'appuyant sur les travaux de Christopher Layne et Tanguy Struye de Swielande, l'analyse de Gazibo et Roromme (2011 : 11) définit la « Grande Stratégie » comme un processus rigoureux en trois phases. Ce cadre méthodologique suppose d'abord la détermination des intérêts sécuritaires vitaux de l'État, suivie de l'identification précise des menaces susceptibles de les compromettre. Enfin, il exige l'allocation coordonnée des ressources politiques, militaires et économiques pour en assurer la protection. Appliquée à l'émergence de la Chine, cette définition démontre que le déploiement de son arsenal stratégique et de ses réseaux économiques n'est pas une simple croissance organique, mais le résultat d'une planification d'État visant à sanctuariser son nouveau rang mondial.

La stratégie intégrale, telle qu'analysée par Gazibo et Roromme (2011 : 12), postule que la sécurité extérieure d'un État dépend intrinsèquement de ses facteurs d'ordre interne, à savoir ses ressources économiques, sa capacité de production, ainsi que son socle idéologique et institutionnel. Dans ce cadre, la puissance militaire n'est que la face visible d'un édifice bien plus vaste soutenu par la solidité de l'économie nationale.

Comme le souligne Struye de Swielande (cité par les auteurs), la grande stratégie d'un État représente une véritable « feuille de route » délimitant les grands objectifs de la politique étrangère (Gazibo et Roromme, 2011 : 12). Bien que cette planification soit complexe, elle demeure fondamentale pour permettre à un État de définir, ou de redéfinir, ses priorités par rapport à un monde en pleine mutation.

⁸ Général de corps d'armée français, figure respectée des troupes de marine et du monde combattant. Sa carrière est marquée par son engagement sur de nombreux théâtres d'opérations et ses réflexions sur la défense et la condition du blessé de guerre

Sur un plan plus opérationnel, la grande stratégie se définit comme la combinaison spécifique des leviers militaires, politiques et économiques par lesquels un État s'efforce de faire prévaloir ses intérêts nationaux (Gazibo et Roromme, 2011 : 12).

Cette approche suppose la recherche d'un équilibre subtil entre le soft power (influence culturelle, diplomatique et économique) et le hard power (force militaire et coercition) au sein de la politique étrangère. Pour un État, la traduction concrète de sa grande stratégie réside précisément dans sa capacité à équilibrer ces deux sources d'influence nationale afin de maximiser son rayonnement mondial (Gazibo et Roromme, 2011 : 12).

Les analyses précédentes éclairent le comportement de la Chine sur la scène internationale ces dernières décennies. De nombreux observateurs s'accordent désormais sur le fait que Pékin, à l'instar de toute puissance souveraine, déploie une « grande stratégie » dictée par son héritage historique, ses intérêts politiques et son environnement géostratégique (Gazibo et Roromme, 2011 : 12). Comme le souligne Avery Goldstein (cité par les auteurs), l'après-Guerre froide a été une période charnière : confrontés aux défis de l'unilatéralisme américain, les dirigeants chinois ont abouti à un consensus stratégique. Ce dernier constitue de facto la « grande stratégie » qui oriente aujourd'hui les lignes directrices de la politique étrangère chinoise (Gazibo et Roromme, 2011 : 12-13).

Cette grande stratégie se définit comme la poursuite méthodique des intérêts nationaux chinois, arbitrée en fonction des ressources disponibles et d'un environnement international contraignant (Gazibo et Roromme, 2011 : 13). L'examen de la portée de cette stratégie révèle une intention claire, celle de propulser la Chine au rang de puissance globale incontournable au sein d'un système international encore marqué par l'unipolarité et la domination de la superpuissance américaine (Gazibo et Roromme, 2011 : 13). Ce déploiement de puissance est donc une réponse stratégique calculée pour transformer la structure même du monde contemporain.

Au sein des cercles conservateurs occidentaux, où les ambitions de Pékin sont scrutées avec une vigilance accrue, les analyses se font plus radicales. En 2009, un spécialiste de l'Asie affirmait devant le Congrès américain sa conviction, forgée par vingt-cinq ans d'expertise, que le Parti Communiste Chinois a toujours suivi une « grande stratégie » immuable (Gazibo et Roromme, 2011 : 13). Selon cette vision, la stratégie chinoise actuelle serait une entreprise d'intimidation, d'expansion et d'affirmation visant la domination mondiale. L'objectif ultime serait de rattraper, surpasser, puis d'éclipser la puissance américaine pour instaurer, en définitive, une nouvelle hégémonie globale (Gazibo et Roromme, 2011 : 13-14).

Les débats prospectifs sur le moment où la Chine deviendra la première économie mondiale sont déjà largement engagés. Son émergence n'est plus une simple promesse, mais un fait accompli. Seuls quelques sceptiques minimisent encore sa croissance, la plus rapide au monde, et le fait qu'elle détient la deuxième réserve mondiale de devises étrangères, principalement en dollars (Gazibo et Roromme, 2011 : 15). Sur le plan militaire, la Chine dispose de la plus grande armée du globe (2,5 millions d'hommes) et du quatrième budget de défense, avec une croissance annuelle avoisinant les 10 %. Dès lors, la question n'est plus de savoir si ou quand elle rattrapera les États-Unis, mais de comprendre comment la communauté internationale doit désormais composer avec elle sur la scène globale (Gazibo et Roromme, 2011 : 16).

Les progrès de la Chine sur le plan économique sont indiscutables et marqués par une rapidité historique. En 2008, elle surpassait la France au rang de quatrième économie mondiale, avant de ravir la troisième place à l'Allemagne en 2009 (Gazibo et Roromme, 2011 : 22). En termes de volume commercial, le pays s'est hissé en deuxième position derrière les États-Unis. Par ailleurs, avec 72 milliards de dollars attirés dès 2005, la Chine est devenue le troisième récipiendaire mondial d'investissements directs étrangers (IDE), tout en s'affirmant comme un investisseur majeur avec 50 milliards de dollars injectés annuellement à l'étranger. Cette performance spectaculaire conduit certains analystes à projeter que, maintenu à un taux de croissance de 9 %, le PNB chinois pourrait surpasser celui des États-Unis sous 10 à 15 ans (Gazibo et Roromme, 2011 : 22).

Les dirigeants chinois ont récemment bénéficié d'une marge de manœuvre financière permettant des investissements massifs dans l'équipement militaire. Cette stratégie repose sur un double pilier. D'abord, l'importation de technologies sophistiquées, notamment en provenance de Russie, et le développement autonome de systèmes d'armes nationaux. Pour de nombreux analystes, ce processus de modernisation accélérée permettra à Pékin de produire des systèmes ultraperformants à court terme (Gazibo et Roromme, 2011 : 22). Toutefois, l'état réel de la puissance conventionnelle chinoise demeure incertain et sujet à spéculations. Ce flou stratégique est alimenté, d'une part, par une certaine tendance occidentale à surestimer la « menace chinoise » et, d'autre part, par une volonté calculée de Pékin de dissimuler ses capacités réelles (Gazibo et Roromme, 2011 : 23).

Désormais, la question fondamentale réside dans l'usage que la Chine fera de sa puissance. L'histoire démontre que les puissances émergentes aspirent fréquemment à modifier, voire à bouleverser le statu quo pour instaurer des arrangements conformes à leur nouvelle identité et à leurs préférences globales. Dans cette quête de rééquilibrage du système, des nations comme

la Chine risquent d'entrer en confrontation directe avec les États-Unis (Gazibo et Roromme, 2011 : 24-25). Leur stratégie intermédiaire, avant d'envisager une éventuelle hégémonie, consiste à favoriser l'émergence d'un monde multipolaire capable d'éroder la prépondérance américaine. Pour de nombreux chercheurs, l'interrogation ne porte plus sur la volonté des nouvelles puissances de rétablir un équilibre, mais sur l'échéance à laquelle elles y parviendront (Gazibo et Roromme, 2011 : 25).

L'expansion chinoise ne se limite pas aux seuls domaines économique et militaire. Tandis qu'elle consolide sa position pour devenir la puissance hégémonique en Asie du Sud-Est, la Chine mobilise activement son soft power pour déployer ses réseaux d'influence à l'échelle mondiale, souvent au détriment de Washington (Gazibo et Roromme, 2011 : 25). Cette stratégie d'influence, qui complète son arsenal de puissance, vise à créer un maillage global capable de concurrencer les alliances traditionnelles américaines.

L'avènement d'un nouvel ordre mondial apparaît à partir de maintenant comme un processus irréversible. L'objectif n'est pas de nier la place prépondérante de l'Occident, dont la puissance politique, militaire, économique et technologique demeure indiscutable. En d'autres termes, si la prééminence de l'Occident sur les plans structurels et technologiques reste une réalité, son hégémonie sans partage sur le système international est désormais contestée. Cette recherche questionne plutôt la pérennité de l'hégémonie occidentale dans les relations internationales. Au regard du nouveau contexte global, les puissances transatlantiques devront désormais conjuguer avec l'émergence de nouveaux pôles de commandement asiatiques. Comme le démontre cette étude, l'ère de l'hégémonie absolue est révolue, laissant place à une multipolarité complexe. Dans ce cadre, la Chine cristallise à elle seule l'admiration et l'inquiétude des milieux occidentaux, qui scrutent avec une vigilance accrue chaque orientation de sa politique étrangère.

Tableau 1 : Les vecteurs de la multipolarité asiatique

Dimensions de l'analyse	Constats issus de l'article	Conséquences sur l'ordre mondial
Mutation Économique	Transition de l'Asie comme <i>usine du monde</i> vers un pôle d'innovation et de consommation.	Déplacement définitif du centre de gravité économique vers l'Indopacifique.
Remise en cause de l'Hégémonie	Érosion de la domination unipolaire des États-Unis et montée en puissance de la Russie, de la Chine et de l'Inde.	Émergence d'un système international fragmenté et multipolaire.

Leviers Diplomatiques	Volonté des puissances asiatiques de redéfinir les règles du jeu international (BRICS+, etc.).	Contestation des normes occidentales au profit d'une pluralité de centres décisionnels.
Instabilités et Défis	Persistance de zones de friction (Mer de Chine, Taïwan) et risques de conflits régionaux.	Nécessité de nouveaux mécanismes de régulation pour éviter une déstabilisation globale.

Sources : Curt Gasteyger, « La militarisation de l'Asie », In *Les défis de la paix. Un monde à la recherche de sa sécurité*, Graduate Institute Publications, 24 mars 2015 ; Marlène Laruelle « L'Asie centrale et les grandes puissances régionales : Chine et Russie », SciencesPO, CERI, CNRS – Novembre 2011, p. 1-4.

Tableau 2 : Indicateurs du basculement vers le pôle asiatique

Indicateur	Pôle Asiatique (Chine, Inde, ASEAN)
Contribution à la croissance	Env. 50% de l'expansion de l'économie mondiale
Fond dans le PIB mondial (parité du pouvoir d'achat-PPA)	Supérieur à 35%
Dynamisme commercial	Leader via le RCEP (30% du PIB mondial)
Orientation diplomatique	Multipolarité et BRCS+

Sources: ESCAP (2024), "Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2024", United Nations Publication, Bangkok, p. 24; Alfred Schipke and P. S. Srinivas, "Two Giants: China and India Shaping the Global Economy", EAI Commentary No. 87, National University of Singapore, 10 March 2025; Céline Pajon et John Seaman, « L'Asie, vers un ordre post-américain? », Ramses 2018, 17 juin 2020.

Conclusion

L'ascension de l'Asie, perçue comme un défi majeur par l'Occident, redéfinit en profondeur les équilibres de l'ordre international. Les puissances occidentales se trouvent désormais contraintes de s'adapter à cette nouvelle réalité politique globale. Cette mutation repose sur une base militaire solide et viable, en ce sens que les armées asiatiques sont aujourd'hui pleinement opérationnelles, tant sur le plan conventionnel que nucléaire. Cette double capacité sanctuarise leur statut de pôles de commandement et interdit dorénavant toute tentative de retour à une hégémonie unipolaire.

L'Asie s'impose aujourd'hui comme l'unique continent regroupant une telle densité de puissances nucléaires régionales et globales, les « États Dotés d'Armes Nucléaires » (EDAN). Dans cette perspective, la guerre en Ukraine agit comme un révélateur de la nouvelle viabilité militaire russe. D'une part, l'OTAN se trouve dans l'incapacité de confronter directement les forces de Moscou ; d'autre part, les États-Unis excluent toute intervention unilatérale similaire à l'invasion de l'Irak en 2003. Ce conflit constitue un défi majeur lancé à l'Occident. Il permet d'identifier les trois pôles de commandement du monde actuel, les deux premiers étant occidentaux (l'Amérique du Nord et l'Europe) et le troisième, désormais incontournable, étant de provenance asiatique. Cette configuration consacre l'avènement d'un monde multipolaire où l'ascension de l'Asie rend définitivement caduque l'hégémonie de l'Occident.

Les résultats de cette recherche invalident la première hypothèse, selon laquelle les États-Unis conserveraient, en dépit des mutations actuelles, leur primauté militaire globale et leur capacité de projection de puissance à long terme. S'il est indéniable que Washington demeure un acteur de premier plan, l'émergence des nouveaux pôles de commandement et la parité stratégique réinstaurée par les puissances nucléaires asiatiques et russes démontrent que la capacité d'action unilatérale et sans entrave de l'Amérique appartient désormais au passé.

La deuxième hypothèse de cette recherche se voit pleinement validée, notamment que la Chine dispose effectivement d'un potentiel disruptif suffisant pour impulser, de manière autonome, une reconfiguration structurelle du système international et de ses normes. Bien que son ascension suscite de vifs débats et une inquiétude croissante en Occident, il serait empiriquement réducteur de considérer qu'elle peut, à elle seule, provoquer une réorganisation totale de l'ordre mondial. En revanche, son action agit comme un levier puissant favorisant des changements irréversibles dans la structure du système international, entraînant le monde vers une multipolarité de fait où les normes ne sont plus dictées par un seul bloc.

Cette étude confirme enfin la troisième hypothèse : l'émergence globale de l'Asie entraîne une transition irréversible vers un ordre mondial multipolaire, au sein duquel ce continent s'établit désormais comme un centre décisionnel inéluctable. Loin d'être une simple montée en puissance économique, ce phénomène consacre l'Asie comme le nouveau pivot de la gouvernance mondiale, capable de définir ses propres normes et de peser de manière déterminante sur les grands équilibres géopolitiques, militaires et stratégiques du XXI^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

- Economic and Social Commission for Asia and the Pacific-ESCAP- (2024). “Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2024”, United Nations Publication, Bangkok, p. 24.
- Gasteyger, C. (2015), « Chapitre VI. La militarisation de l’Asie », In *Les défis de la paix. Un monde à la recherche de sa sécurité*, Graduate Institute Publications, 24 mars 2015. En ligne, consulté le 03 décembre 2024. URL : <https://books.openedition.org/iheid/4491?lang=fr>.
- Gazibo, M., Roromme, C. (2011), « Un Nouvel Ordre Mondial Made In China ? », Presses de l’Université de Montréal, 2011, p.11-25. En ligne, consulté le 15 décembre 2024. URL : <https://books.openedition.org/pum/4444?lang=fr>.
- Hutton, M. (2022), « La Chine veut devenir la première puissance militaire du monde d’ici 2049 », 16 août 2022, TV5 Monde. En ligne, consulté le 03 décembre 2024. URL : <https://information.tv5monde.com/international/la-chine-veut-devenir-la-premiere-puissance-militaire-du-monde-dici-2049-1110868>.
- Laruelle, M. (2011), « L’Asie centrale et les grandes puissances régionales : Chine et Russie », SciencesPO, CERI, CNRS – Novembre 2011, p. 1-4. En ligne, consulté le 19 décembre 2024. URL : <http://www.ceri-sciences-po.org>.
- Memheld, P. (2014), « L’Inde : puissance militaire ? » Revue Défense Nationale, Revue n° 774 Novembre 2014 - p. 48-53.
- Schipke, A. & Srinivas, P.S. (2025), “Two Giants: China and India Shaping the Global Economy”, EAI Commentary No. 87, National University of Singapore, 10 March 2025 p.1-2.
- Pajon, C., Seaman, J. (2018), « L’Asie, vers un ordre post-américain ? », Ramses 2018, p. 58-61.
- Racicot, A. (2008), « L’Inde militaire : de pacifiste à puissance régionale », 02 mars 2008, Perspectives Monde. En ligne, consulté le 10 décembre 2024. URL : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/684>.
- Thomann, B. (2012), « Les économies asiatiques convergent-elles vers un capitalisme anglo-saxon ? » La vie des idées, p.1-2, 23 mai 2012. En ligne, consulté le 09 janvier 2023. URL: <https://laviedesidees.fr/Les-economies-asiatiques.html>.
- Trends Research & Advisory (2025), “Analytical Review of the MSR 2025: A Multipolar World Between Optimism and Challenges”, Abu Dhabi. En ligne, consulté le 31 mars 2026. URL : <https://trendsresearch.org/insight/analytical-review-of-the-msr-2025-a-multipolar-world-between-optimism-and>

[challenges/?srsltid=AfmBOop8Q8QIroYL3O9SyZ3Jg4fINC4i7Zi83vAdEuySVbbvDDDew8mP.](#)